

Lutte de classe

Le bras de force est engagé.

A la demande de Bernard Thibault, le ministre du travail Xavier Bertrand a accepté de recevoir mardi après-midi, quelques heures avant le début du conflit de la SNCF prévu à 20 heures pour les prises de service des cheminots, une délégation CGT conduite par son secrétaire général. Pour parler de quoi ?

Alors que la principale revendication des agents de la fonction publique concernés par la remise en cause de leur régime de retraite n'est pas négociable, comme l'a rappelé Sarkozy le même jour dans une allocution devant le Parlement européen réuni à Strasbourg : « *Ces réformes, je les mènerai jusqu'au bout. Rien ne me détournera de mon objectif* ». Il a ajouté : « *Ces réformes, les Français les ont approuvées. Je leur ai tout dit avant les élections (présidentielles de mai) pour pouvoir tout faire après* », sauf qu'ils ne les ont pas comprises de la même manière que Sarkozy semble-t-il.

Du côté du Medef, Laurence Parisot a espéré mardi « *un accord* » rapide sur la réforme, jugeant la grève « *souhaitable pour personne* » et appelant à se méfier d' « *un goût presque masochiste pour la confrontation* » en France. Qui joue le rôle de provocateur, les travailleurs qui veulent garder leurs droits et leurs acquis ou les reconquérir ou Sarkozy qui veut tous les liquider ?

Pour Sud Rail, 2ème syndicat de la SNCF, le gouvernement n'a « *pas d'autres choix que de céder et de retirer son projet* » de réforme, « *vu la détermination des grévistes* », selon son secrétaire fédéral Christian Mahieux, mardi. « *Ce que nous demandons, c'est le retour à 37,5 ans pour l'ensemble des salariés de ce pays* » a-t-il ajouté, en assurant souhaiter un conflit « *le plus court possible* » car les premiers pénalisés sont tout de même les grévistes (qui ne sont pas payés).

Si les cheminots, les agents de la RATP, d'EDF et de GDF sont déterminés et qu'ils sont rejoints par d'autres secteurs de la fonction publique d'ici le 20 ainsi que les étudiants, les conditions pourraient être réunies pour avancer la question des salaires de l'ensemble des travailleurs du public et du privé, afin d'ouvrir la voie à la grève générale pour en finir avec la politique antisociale du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Les présidents d'université multiplient les provocations contre les étudiants engagés dans le combat pour l'abolition de la loi sur l'autonomie des universités devant conduire à terme à leur privatisation. Répression policière brutale à Nanterre aujourd'hui, évacuation musclée dans d'autres universités à travers tout le pays depuis le milieu de la semaine dernière, c'est intolérable ! A bas le flic-président !

La tentation de la dictature pointe son nez, c'est l'arme des faibles. L'unité des militants contre le régime est indispensable pour le faire plier ou le briser. Les militants engagés dans les

mouvements sociaux actuels sont présentés par le camp de la réaction comme des gens dangereux, violents qui ne respecteraient pas la démocratie. Qui viole ouvertement la démocratie et le résultat du référendum du 29 mai 2005 ? Le représentant de la réaction au service du capitalisme mondial, des multinationales et de l'aristocratie financière. Il était leur candidat, il est désormais leur président, par conséquence il ne peut pas être le nôtre. Sarkozy dehors !

A bas le gouvernement d'union nationale UMP-PS !

A bas les lois antisociales du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner !

37,5 annuités pour tous public et privé !

Abolition de la loi sur l'autonomie des universités !

Smic à 1 500 euros net, pas une retraite en dessous de 1 500 euros net, et augmentation générale des salaires de 30% !

Il faut en finir avec le chômage, la précarité et la pauvreté, il n'y a pas de fatalité, organisons-nous pour décider nous-même de notre destin !

(source : AFP 13.11 à 13h31)